



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 49 Mars 2014

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

Sommaire

Edito

Francophonie :
Le retour ?

France-Maroc :
des froissements

Message du Secrétaire
Général de la
Francophonie

Sommet
Union Européenne-
Afrique

Livres
Télégrammes

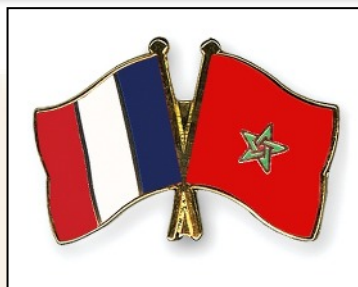
LES CAHIERS DE
L'AFRIQUE

UPM

LES
INTERROGATIONS
AFRICAINES

Revue trimestrielle d'étude
et de réflexion sur le monde
africain

www.lescahiersdelafrique.fr



France-Maroc : des froissements

En quelques semaines deux incidents à Paris, tous deux venus de la partie française, ont sérieusement troublé les relations franco-marocaines. La première fois, des policiers français agissant sur ordre d'un juge d'instruction ont tenté d'interroger le Directeur Général de la Sécurité du Territoire marocain, muni d'un passeport diplomatique, qui était de passage à Paris. La seconde fois c'est le ministre marocain des Affaires Étrangères lui-même qui a été contrôlé par la police de l'aéroport, dans des conditions attentatoires à la dignité de sa fonction.

Dans les deux cas les autorités du Maroc ont réagi très vivement, tandis que la presse marocaine s'indignait et que des mouvements de protestation populaire s'ébauchaient devant l'ambassade de France à Rabat. Dans les deux cas, Paris a présenté des excuses.

Au-delà des graves interrogations de principe que soulèvent les initiatives d'un juge et ou de fonctionnaires de police, dans un domaine qui relève manifestement de la politique étrangères, des questions plus ordinaires circulent à Paris : a-t-on cherché à brouiller les relations franco-marocaines, et pourquoi ? A-t-on cherché à mettre en difficulté le Quai d'Orsay, et pourquoi ? Et cetera, et cetera. □

É
D
I
T
O

Francophonie : Le retour ?

La célébration rituelle de la journée internationale de la Francophonie le 20 mars et autour d'elle de la semaine internationale de la francophonie, a été marquée à Paris, par un évènement inhabituel : la visite du Président François Hollande au siège de l'Organisation Internationale de la Francophonie, où il s'est entretenu avec M. Abdou Diouf Secrétaire Général de la Francophonie. Ce geste du Chef de l'État français intervient à un moment où dans les milieux politiques pa-

risiens et particulièrement dans les cercles du pouvoir en place, apparaît un nouvel intérêt pour la francophonie. À l'heure où l'on souffre plus que jamais des difficultés rencontrées pour affirmer la présence française au monde, on redécouvre en effet les vertus et les opportunités uniques de la Francophonie. On voit bien que la langue française et la culture partagée, ouvrent aux soixante dix sept pays qui la composent à des titres divers, un espace privilégié de dialogue intellectuel et moral, comme de coopération culturelle, sociale, économique et politique.

Après avoir manqué perdre son âme, nationale et universelle, en tenant pour dépassée la francophonie, la France est-elle sur le point de se donner une nouvelle chance, et de retrouver son identité politique, loin des suivismes Bruxellois ou transatlantiques ? Peut-être. À condition d'y travailler vite et fort.

RWANDA : KAGAME ACCUSE
A NOUVEAU LA FRANCE

Dans une interview à « Jeune Afrique », le Président Rwandais Paul Kagame accuse à nouveau la France d'avoir participé

au génocide des Tutsi au Rwanda en 1994.

Paris dénonce avec vigueur ces allégations non fondées.

Message du Secrétaire Général de la Francophonie

A l'occasion de la Journée Internationale de la francophonie, le 20 mars 2014, M. Abdou Diouf, Secrétaire Général de la Francophonie, a diffusé le message que l'on trouvera ci-après. M. Abdou Diouf, qui a été auparavant Président de la République du Sénégal, et qui achève cette année son dernier mandat à la tête de la francophonie, y témoigne en francophone et en Africain de la force de ses convictions, comme de la diversité et de la richesse des perspectives ouvertes à la communauté des peuples francophones.

Début de citation :

« Lorsque nous sommes seuls à espérer et à vouloir, cela ne demeure bien souvent qu'un

espoir et un vœu mais lorsque nous espérons et voulons, ensemble, une nouvelle réalité prend inmanquablement forme.

Alors, célébrons, en ce 20 mars, la force stimulante que nous confère la Francophonie. Célébrons les liens puissants que nous confèrent la langue, les valeurs, les espoirs et les ambitions que nous partageons. Célébrons une manière « francophone » de vivre ensemble, d'être au monde et de concevoir le monde.

Parce que la Francophonie, c'est d'abord la volonté de dire NON !

NON aux aspects, les plus néfastes de la mondialisation, une mondialisation oubliée de l'Homme, de sa dignité,

NON aux inégalités économiques, sanitaires,



(suite page 2)

Message du Secrétaire Général de la Francophonie (suite)

éducatives, numériques toujours plus marquées,
 NON aux conflits oubliés, aux populations civiles, singulièrement les femmes, abandonnées aux exactions les plus viles,
 NON à l'impunité et à l'immunité des auteurs de crimes contre l'humanité,
 NON à l'uniformisation culturelle et linguistique qui menace le patrimoine intellectuel et la création mondiale, mais aussi la démocratie internationale,
 NON au relativisme culturel qui défie l'universalité des droits de l'Homme et menace la paix.

Mais la Francophonie, ce n'est pas pour autant vouloir cristalliser les contestations, les colères, les frustrations, c'est vouloir les dépasser en éradiquant leurs causes.

C'est vouloir, dans notre espace, promouvoir l'éducation et la formation, l'enseignement supérieur et la recherche et développer la coopération au service du développement durable.

C'est vouloir accompagner l'ancrage de l'État de droit, de la démocratie et des droits de l'Homme, tant à l'échelle nationale qu'internationale.



Le Secrétaire Général de la Francophonie Abdou Diouf et le Président François Hollande

C'est vouloir, dans l'urgence comme dans le long terme, dans la prévention structurelle et l'alerte précoce comme dans la consolidation, œuvrer à la résolution politique, judiciaire, voire militaire de toutes les crises et de tous les conflits qui déchirent nombre de nos pays.

C'est vouloir s'investir sans relâche pour que la langue française demeure, aux côtés d'autres grandes langues internationales, la langue de la création, de la recherche, de l'innovation, de la société de l'information, de l'emploi, la lan-

gue officielle et de travail des organisations internationales.

C'est vouloir, pour ce faire, renforcer sans cesse un multilatéralisme véritablement assumé, dans la concertation comme dans l'action.

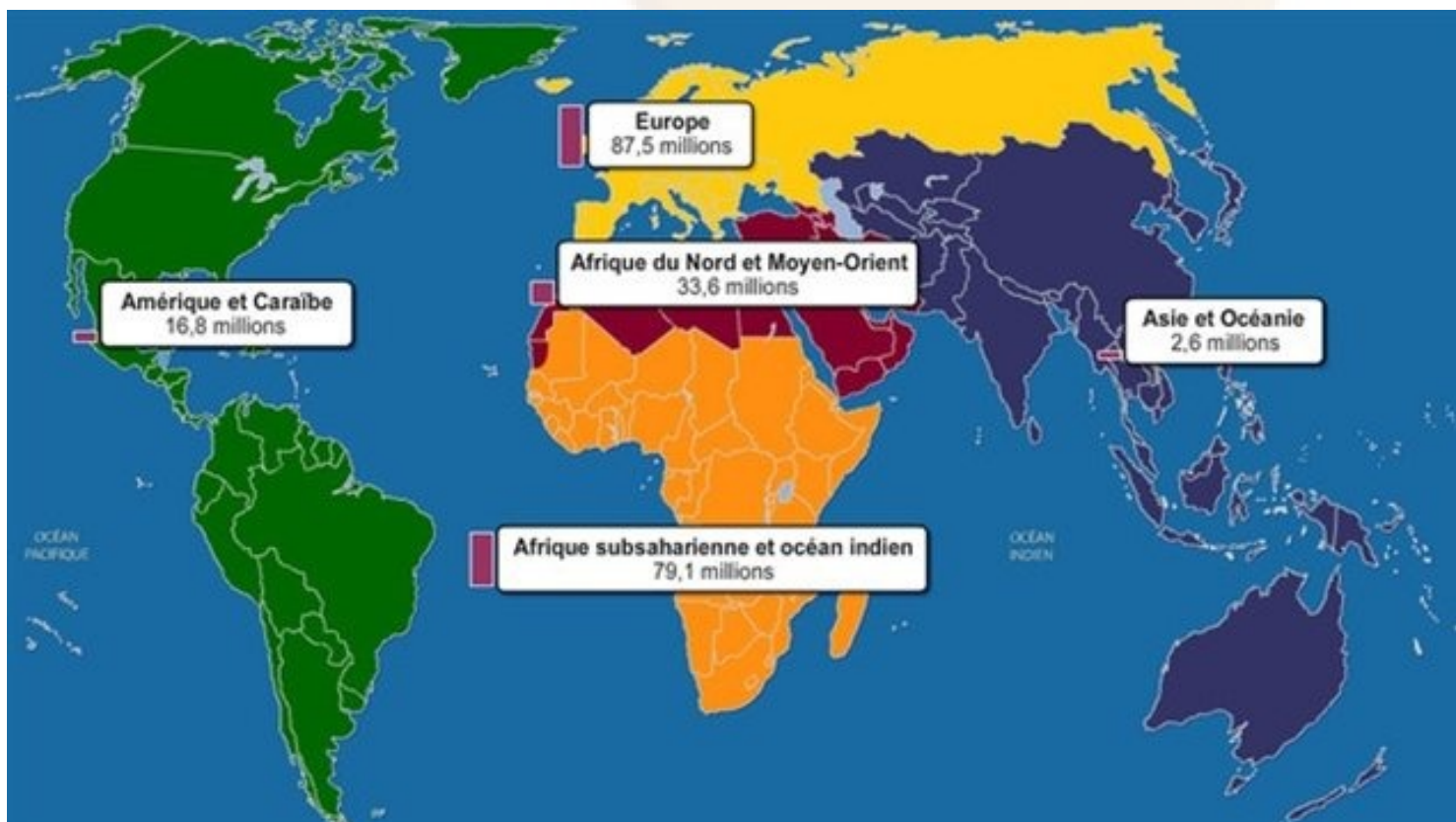
C'est vouloir fédérer les énergies agissantes des réseaux de la société civile et des organisations non Gouvernementales, est vouloir se mobiliser pour améliorer la situation et la condition des femmes, actrices majeures, mais aux potentialités encore trop peu reconnues.

C'est vouloir susciter les jeunes vocations, révéler les jeunes talents, pour mieux s'adjoindre leurs compétences.

La Francophonie, c'est donc avoir l'audace de penser que nous avons, ensemble, une emprise sur notre destinée commune.

Que cette Journée Internationale de la Francophonie soit donc l'occasion de fêter, avec enthousiasme et fierté, cet optimisme de l'espérance et cette audace de la volonté ». □

Abdou Diouf
 Fin de citation



Sommet Union Européenne-Afrique

Le quatrième sommet Union Européenne-Afrique a eu lieu à Bruxelles, les 2 et 3 avril 2014. Il avait pour thème : « investir en faveur de la paix, de la prospérité et des populations » et s'est déroulé en trois sessions, respectivement consacrées à la paix, à la prospérité et aux attentes des populations et à la recherche des moyens d'y répondre. À l'initiative de la France, il a été précédé par une réunion spéciale sur la Centrafrique.

La réunion spéciale sur la Centrafrique

Cette réunion préalable au sommet a été coprésidée par M. Hermann Van Rompuy Président du Conseil européen, le Président de la République Française et le Chef de l'État mauritanien en sa qualité de Président en exercice de l'Union Africaine, entourés de la Présidente de la Commission de l'Union Africaine et du Secrétaire Général des Nations Unies. Elle a rassemblé les représentants de la plupart des pays d'Afrique Centrale, ainsi que des pays européens les plus engagés dans la recherche du règlement de la crise centrafricaine.

La Présidente Centrafricaine est intervenue avec insistance pour solliciter une action accrue des européens et des Nations Unies en faveur du retour à la paix et à la sécurité, ainsi que pour la relance du développement économique et social. Les Européens se sont montrés disposés à donner substance à la mission militaire EUFOR RCA. Le Secrétaire Général des Nations Unies a souligné les travaux en cours à New York pour la mise en place d'une Opération du Maintien de la Paix dans les meilleurs délais possibles.



Cela étant, la présence militaire sur place est pour le moment insuffisante et risque de le rester. En effet, la Force africaine (MISCA) reste peu efficace et paraît avoir peu de possibilités d'accroître ses effectifs (5000 hommes aujourd'hui) ; l'excellente armée française a actuellement elle aussi peu de possibilités d'envoyer des renforts en Centrafrique ; et l'Opération de Maintien de la Paix des Nations Unies qui vise à compter jusqu'à 12.000 hommes ne va prendre corps que progressivement. On est encore loin des effectifs (30.000 hommes au moins) jugés nécessaires par nombre d'experts militaires, pour couvrir les points stratégiques de la Centrafrique et faire face à la multiplication des violences qui provoquent régulièrement de nombreux morts et blessés, y compris dans la capitale. On comprend dans ce contexte l'insistance mise à réclamer des renforts européens et à souligner l'importance que revêtiraient des renforts militaires allemands.

Le Sommet

Le déroulement des trois sessions a permis à chacun de s'exprimer,



sur la Paix et la sécurité, sur la question de la prospérité et sur les populations, et d'y faire valoir ses priorités.

À cet égard, le Président François Hollande a lancé le thème d'une grande « alliance » entre l'Europe et l'Afrique » et a souligné l'importance d'une forte action commune contre le changement climatique, ce qui impliquait une préparation concertée de la prochaine conférence sur le climat qui doit se tenir à Paris en 2015. C'est dans cet esprit qu'une déclaration ministérielle sur le changement climatique, adoptée en marge du sommet, exprime une volonté partagée d'arriver en 2015 à Paris, à un « accord juste et équitable », et devant s'appliquer à toutes les parties à compter de 2020.

Les questions économiques - investissement, coopération, commerce - ont tenu une place importante. La Présidente de la Commission de l'Union Africaine, Mme Zuma, a insisté pour que les Accords de Partenariat Économique entre l'Europe et l'Afrique puissent bien favoriser le développement économique et social de l'Afrique et l'intégration régionale dans ce continent.

La déclaration finale souligne clairement l'engagement des Européens et les Africains ensemble, à renforcer les capacités africaines de réponse aux crises, à lutter contre le terrorisme international et contre la criminalité organisée.

En revanche les Africains ont refusé d'inclure dans la déclaration finale une condamnation de l'annexion de la Crimée par la Russie.

Enfin, le Président François Hollande et la Chancelière Angela Merkel ont saisi l'occasion du sommet pour déclarer dans une conférence de presse commune, leur volonté d'agir ensemble en Afrique, pour la paix et la sécurité. Madame Merkel a indiqué que l'Allemagne participera efficacement à la mission EUFOR RCA et y apportera des moyens de transports aériens.





Figures de la Révolution africaine

De Kenyatta à Sankara

Saïd Bouamama Refusant d'en faire de simples icônes, Saïd Bouamama redonne corps et chair à ces penseurs de premier plan qui furent aussi des hommes d'action.

Leurs vies rappellent en effet que la bataille pour la libération, la justice et l'égalité n'est pas qu'une affaire de concepts et de théories : c'est aussi une guerre, où l'on se fourvoie parfois et dans laquelle certains se sacrifient. S'il ne cache pas son admiration pour ces figures rebelles, dont la plupart moururent effectivement au combat, Saïd Bouamama n'en fait pas des martyrs

absolus : la pensée en action est toujours située, incertaine, inachevée.

C'est pourquoi ce livre s'attache, avec pédagogie, à inscrire ces parcours dans leurs contextes sociaux, géographiques et historiques.

Saïd Bouamama est sociologue et militant associatif. Parution : 13/02/2014. Format 205 x 140 mm - Pages : 300

Prix : 23 € - ISBN : 2-355-22037-9

Pour une autre Afrique

Eléments de réflexion pour sortir de l'impasse Samba Sylla Ndongo

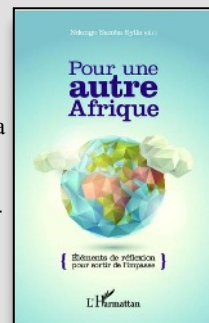
Sous la direction de Actualité Sociale et Politique Développement, Tiers-Monde Afrique Noire.

Cet ouvrage rassemble des contributions d'experts des questions de développement en Afrique, car

il est urgent de réfléchir à des alternatives qui pourront permettre à l'Afrique de sortir de l'impasse et de trouver sa voie.

La démocratie permet-elle d'arriver aux changements souhaités par les populations africaines ? Si oui, à quelles conditions ? Autrement, que mettre à la place ? Comment l'Afrique peut-elle rompre avec les pratiques néocoloniales ? Quelle place pour les femmes dans ces processus ?

ISBN : 978-2-336-30479-3 • mars 2014 • 202 pages - Prix éditeur : 21 € 19,95€



TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Guinée/Liberia

• Mars 2014 : Le virus Ebola fait une centaine de mort en Guinée et au Libéria. On craint une expansion dans les pays voisins, voire hors d'Afrique. Paris envoie une mission médicale.

Tunisie

• 6 mars 2014 : Levée de l'état d'urgence, en vigueur depuis janvier 2011.

Libye

• 12 mars 2014 : Le "Congrès" libyen (c'est-à-dire le Parlement) vote le retrait de la confiance au Premier Ministre Ali Zeidan. L'éviction de celui-ci marque une nouvelle avancée des islamistes au congrès, où se trouve l'essentiel du pouvoir, et où sans être majoritaires ils ne cessent de gagner en influence.

Enclave espagnole de Melilla au Maroc

• 18 mars 2014 : Près de cinq cent immigrants en provenance d'Afrique noire, ont forcé les barrières et pénétré dans l'enclave espagnole, ce par quoi ils se trouvent en territoire européen.

Maroc/France

• 26 mars 2014 : L'État marocain dépose plainte auprès du Parquet à Paris, pour dénonciation calomnieuse, contre trois membres d'une association qui avaient porté plainte pour « actes de torture » au centre de détention de Témara au Maroc, géré par la Direction Générale de la Sécurité du Territoire marocain.

Centrafrique/France

• 31 mars-1^{er} avril 2014 : Visite de travail à Paris de Mme Samba-Panza Chef de l'État centrafricain. Elle est reçue à l'Élysée par le Président François Hollande.



Premier Forum National du Pétrole et du Gaz

Libreville, Gabon
du 06 au 07 mai 2014

CF

Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.